

Comment le Snuipp-FSU, le SE-Unsa et la FCPE réagissent-ils aux annonces d'Emmanuel Macron sur l'éducation ?

5-6 minutes

S'ils concèdent que les annonces sur l'éducation faites par Emmanuel Macron lors de sa conférence de presse du 25 avril 2019 "vont dans le bon sens", le [Snuipp-FSU](#), le [SE-Unsa](#) et la [FCPE](#) s'interrogent sur les modalités de mise en œuvre. Les deux syndicats demandent "des dotations spécifiques" pour limiter à 24 le nombre d'élèves par classe de la grande section au CE1 et dédoubler les grandes sections en éducation prioritaire. Pour le Snuipp-FSU, ces mesures nécessitent en effet de créer plus de 10 000 postes. La FCPE s'interroge aussi sur l'aménagement du bâti scolaire.



Voici les réactions des deux premiers syndicats enseignants du premier degré et de la FCPE aux annonces sur l'éducation faites par Emmanuel Macron lors de sa conférence de presse où il a présenté les prochaines orientations du quinquennat après 3 mois de grand débat, le 25 avril 2019 ([lire sur AEF info](#)).

Le président de la République s'est notamment engagé à limiter à 24 élèves les classes de grande section, CP et CE1. Il souhaite aussi dédoubler les classes de grande section en éducation

prioritaire et ne plus fermer d'écoles sans l'accord du maire d'ici à la fin du quinquennat.

Snuipp-FSU. Les annonces sur les effectifs à 24 élèves maximum de la grande section au CE1 et les dédoublements de grandes sections en éducation prioritaire "vont dans le bon sens", réagit Francette Popineau, contactée par AEF info le 26 avril. "Maintenant il faut nous dire comment on fait", poursuit la co-secrétaire générale du Snuipp-FSU, qui estime entre 10 000 et 12 000 le nombre de postes à créer pour mettre en œuvre ces mesures. Elle craint notamment que le gouvernement ne "travaille à moyens constants, ce qui aurait pour conséquence d'augmenter les effectifs dans les petites classes pour désemplir celles qui sont plus chargées". Elle réclame donc "des dotations spécifiques et des créations de postes aux concours de recrutement des professeurs des écoles".

S'agissant du moratoire sur les fermetures d'écoles sans accord du maire, Francette Popineau souligne que la carte scolaire pour la rentrée 2019 est déjà faite. "Si l'on demande aux Dasen de revenir sur ces fermetures, il va falloir leur donner des postes supplémentaires, cela me paraît très compliqué."

SE-Unsa. Le deuxième syndicat enseignant du premier degré demande "des garanties" et des "précisions" sur les annonces qui ont été faites, dans un communiqué du 26 avril. Le SE-Unsa demande "un accompagnement budgétaire spécifique" pour le dédoublement des grandes sections en éducation prioritaire et la limitation à 24 élèves les classes de grande section, CP et CE1. "Sans cette garantie, les logiques déjà à l'œuvre de redéploiement depuis le second degré vers le premier degré jusqu'à l'intérieur même des écoles sont appelées à s'amplifier", met-il en garde. "Au regard du projet de loi Fonction publique et de son objectif d'accentuer le recours aux emplois contractuels, rien n'assure non plus que les moyens alloués riment bien avec des recrutements de professeurs des écoles formés et sécurisés", ajoute le syndicat.

Le SE-Unsa attend encore des précisions sur la volonté affichée par le président de la République de "revaloriser" le métier d'enseignant. "Cette revalorisation devra être à la fois financière et professionnelle pour une réelle prise en compte de l'importante responsabilité inhérente au métier et de l'investissement des personnels au quotidien pour la réussite de leurs élèves", souligne

le syndicat.

FCPE. Si ces "propositions rejoignent les revendications de la FCPE", les "modalités de mise en œuvre restent floues", estime-t-elle. Avec la nécessaire création de nouvelles classes, que le MENJ estime à environ 10 000 ([lire sur AEF info](#)), l'association de parents d'élèves s'interroge sur "le bâti scolaire, l'aménagement, le recrutement possible de personnels d'accompagnement".

Elle s'inquiète aussi que "ces annonces soient faites parallèlement à la volonté présidentielle de supprimer de nombreux postes dans la fonction publique et dans un contexte de baisse des dotations aux collectivités locales".

Dépêche n° 605513



3 min de lecture

Par

[Maïwenn Lamy](#) Publiée le 26/04/2019 à 16h29

Snuipp-FSUSyndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et Pegc - Fédération syndicale unitaire

SE-UnsaSyndicat des enseignants - Union nationale des syndicats autonomes

FCPE Fédération des conseils de parents d'élèves

Dasen Directeurs académiques des services de l'Education nationale